



Plus de 300 élus appellent à manifester dimanche contre la loi immigration

politique | immigration | manifestation

Paris, France | AFP | 19/01/2024 12:09 UTC+1

Plus de 300 élus de gauche et écologistes appellent, dans une tribune publiée dans Libération, à manifester dimanche pour réclamer l'abandon de la loi immigration, qui, selon eux, "consacre un recul inédit des protections et des droits garantis aux étrangers dans notre pays".

"Cette loi bafoue des principes issus de la Révolution française avec la remise en cause du droit du sol", écrivent vendredi les signataires, dont les maires de Nantes Johanna Rolland (PS), Lyon Gregory Doucet (Les Ecologistes), Lille Martine Aubry (PS), Grenoble Eric Piolle (Les Ecologistes) ou Montreuil Patric Bessac (PCF).

La loi adoptée par le Parlement en décembre "criminalise les personnes sans papiers en rétablissant le délit de séjour irrégulier, mais en plus, elle restreint l'accès aux prestations sociales et au logement, pour les étrangers qui séjournent de manière régulière en France", ajoutent-ils.

Dénonçant dans ce texte "la victoire culturelle de l'extrême droite sous les dehors aimables du +en même temps+", les élus considèrent que la mise en œuvre de la réforme conduirait "à appauvrir durablement des dizaines de milliers de familles et d'enfants" et aurait des "conséquences très graves pour nos villes, nos métropoles, nos départements et nos régions".

Adopté au forceps par le Parlement, le projet de loi immigration restreint notamment le versement des prestations sociales pour les étrangers, instaure des quotas migratoires, remet en question l'automaticité du droit du sol et rétablit un "délict de séjour irrégulier".

Dans une précédente tribune, publiée dans Mediapart et L'Humanité, quelque 200 personnalités - acteurs, écrivains, journalistes ou encore responsables politiques et représentants syndicaux ont déjà appelé à manifester le 21 janvier contre la promulgation de cette loi immigration.

Une première manifestation, à l'appel d'associations de défense des sans-papiers, a déjà rassemblé des milliers d'opposants le 14 janvier dans toute la France.